



Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Cyril MEUNIER, Rabii YOUSSEUS.

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole met en place des politiques publiques destinées à promouvoir et à consolider le tissu des entreprises installées sur son territoire, quelle que soit leur activité ou leur taille. Dans cet objectif, Montpellier Méditerranée Métropole mène depuis plusieurs années une action de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques et les centres de formation. Montpellier Méditerranée Métropole accompagne l'implantation d'entreprises artisanales sur une offre foncière en parc d'activités et une offre immobilière, ateliers et bureaux, adaptée aux besoins. Il s'agit par exemple des villages d'entreprises artisanales et de services.

Montpellier Méditerranée Métropole mène aussi une politique en faveur de l'emploi et de l'insertion, à travers des actions liées au PODEM (Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain) ou relatives au soutien à l'entrepreneuriat par exemple.

La Ville de Montpellier met également en œuvre une politique publique volontariste destinée à promouvoir l'artisanat sur le territoire communal. La Ville de Montpellier met en avant les savoir-faire locaux au travers de ses manifestations commerciales qui permettent aux créateurs de se faire connaître auprès du grand public. Afin d'aller plus loin que la seule promotion et de favoriser l'implantation de jeunes artisans sur son territoire, la Ville de Montpellier a identifié des locaux en centre-ville pour les proposer à des artisans d'art et à terme créer un véritable circuit de l'artisanat d'art renforçant l'attractivité du centre historique.

Montpellier Méditerranée Métropole a reçu le label Ville et Métiers d'art en juin 2018.

La Métropole et la Ville de Montpellier travaillent en étroite collaboration avec la Chambre syndicale Ateliers d'Art de France (AAF) afin de dynamiser la filière des métiers d'art sur le territoire. L'implantation d'AAF rue de l'Université ainsi que l'organisation du Salon Ob'Art représentent un signal fort de ce partenariat et contribuent à l'attractivité et au rayonnement de Montpellier comme « Ville Métiers d'Art », en valorisant et en préservant le développement économique des métiers d'art sur le territoire.

Dans ce cadre, il est proposé de renforcer le partenariat avec la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault, au travers d'une convention cadre, dans le but de développer l'artisanat et d'assurer la lisibilité des politiques publiques de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier auprès des artisans.

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault (CMA) est un établissement public administrée par des artisans. Elle a pour vocation de représenter les intérêts généraux de l'artisanat auprès des pouvoirs publics. La CMA travaille en étroite collaboration avec les Organisations Professionnelles représentatives de l'Artisanat chargées de la défense des intérêts particuliers des différents métiers.

En outre, l'immatriculation obligatoire au Répertoire des métiers fait couvrir à la CMA la totalité du monde artisanal. Toute entreprise ayant une activité économique de production, de bâtiment, de services ou relevant des métiers de bouche doit être immatriculée au Répertoire des métiers qui édite aussi les statistiques du secteur.

De la création à la transmission, en passant par toutes les phases de développement, la CMA a une fonction fondamentale d'appui et de conseil. La CMA procède également à toutes les études liées à la solution des problèmes techniques, économiques et sociaux relatifs au secteur des métiers (PLU, déchets...).

Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault, souhaitent développer leur partenariat, en mettant en place des actions communes définies dans la présente convention.

Les axes de partenariat portent sur :

- L'emploi, l'insertion et la formation, en lien étroit avec le PODEM et la Politique de la Ville.
- La promotion des métiers de l'artisanat et l'implantation des entreprises.
- La transition numérique et l'innovation, en lien étroit avec le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole.
- L'artisanat d'art et l'attractivité du territoire.

Des conventions d'applications thématiques pourront être établies afin de prévoir les modalités de mise en œuvre des actions découlant de la présente convention cadre dont la durée est de trois ans.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Chambre de métiers et de l'artisanat de l'Hérault ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-47619-CC

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.